

Secrétariat général

**Département**  
**Affaires juridiques**  
**et commande publique**  
Pôle Affaires juridiques  
N/Réf. : DAJCOP/172/25

Personne à contacter :  
CULOT Ogier  
marches@cnafr.fr

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

A l'attention des candidats ayant retiré un dossier de consultation

Objet : A.O.O 04/25 « *Conception et réalisation de plans médias et achats d'espaces pour la branche Famille* »

**Renseignements complémentaires**

Madame, Monsieur,

A la suite de questions posées par des candidats dans le cadre de l'appel d'offres référencé en objet, je vous communique ci-joint les réponses qui sont apportées.

Il a déjà été répondu à une première série de questions. Les réponses sont consultables dans la rubrique « Autres pièces téléchargeables » sur la plateforme PLACE.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le Directeur du Département des Affaires Juridiques  
et de la Commande Publique

Stéphane Cassat



Numéro	Question	Réponse
2	<p>Bonjour, Au niveau du cas pratique vous indiquez : « Le cas pratique porte sur une proposition synthétique de media planning et/ou d'autres prestations prévues au présent accord-cadre, pour atteindre l'objectif indiqué ci-dessus, et dans la limite du montant maximal annuel du présent accord-cadre ». Or, nous ne trouvons dans aucun des documents transmis le montant maximal annuel du présent accord cadre. Dans l'attente de vous lire.</p>	<p>Conformément à l'article 4 du CCAP, le montant maximum du présent accord-cadre est de 2 666 666,67 € HT, soit 3 200 000 € TTC sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, soit 4 années.</p> <p>Ainsi, le montant maximum annuel peut être considéré comme étant : 666 666,70 € HT, soit 800 000 € TTC.</p>